



Soixante et onzième session

Documents officiels

Distr. générale  
16 décembre 2016  
Français  
Original : anglais

---

## Troisième Commission

### Compte rendu analytique de la 42<sup>e</sup> séance

Tenue au Siège, à New York, le mercredi 2 novembre 2016, à 15 heures

*Présidente* : M<sup>me</sup> Mejía Vélez ..... (Colombie)  
*puis* : M. Glossner (Vice-Président) ..... (Allemagne)  
*puis* : M<sup>me</sup> Mejía Vélez ..... (Colombie)

## Sommaire

Point 60 de l'ordre du jour : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés et questions humanitaires

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible au Chef du Groupe du contrôle des documents ([srcorrections@un.org](mailto:srcorrections@un.org)) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

16-19163X (F)



Merci de recycler 



**Point 60 de l'ordre du jour : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés et questions humanitaires (A/71/12, A/71/12/Add.1 et A/71/354)**

1. **M. Grandi** (Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés) dit que l'un des grands problèmes de notre temps est de s'occuper du sort des personnes arrachées à leur foyer du fait d'un conflit, de la violence ou d'une persécution. Jamais depuis des dizaines d'années on n'a vu autant de gens jetés sur les routes : plus de 65 millions de personnes sont déplacées dans leur propre pays ou à travers les frontières, et ce nombre ne cesse d'augmenter. Au cours des six dernières semaines, plus de 111 000 personnes ont fui le Soudan du Sud; le nombre de réfugiés et de migrants qui ont trouvé la mort en Méditerranée a atteint 4 000, soit plus que pendant toute l'année 2015; et les combats dans la région de Mossoul, en Iraq, ont fait 20 000 déplacés qui s'ajoutent aux 3,3 millions de personnes déplacées dans le pays.

2. Il est devenu difficile de rétablir la paix et de consolider la paix. Le Conseil de sécurité et les organisations régionales semblent avoir perdu la volonté de régler les conflits de façon cohérente, alors que chaque jour les limites morales et juridiques du droit international humanitaire sont franchies toujours plus délibérément et dans une impunité toujours plus grande. Les futures générations jugeront sévèrement l'incapacité collective de prévenir et de résoudre les conflits et de protéger les hommes des conséquences de la guerre.

3. L'enchevêtrement des conflits en Iraq et en Syrie explique que près d'un quart des déplacés, dans le monde, se trouvent dans cette région, et ces conflits sont alimentés par de profondes divisions sectaires, par l'extrémisme religieux, le terrorisme et une mauvaise gouvernance. La guerre en Syrie est entrée dans sa sixième année, et elle continue de créer une crise humanitaire des plus graves, puisqu'on compte 6,5 millions de personnes déplacées dans leur pays et 4,8 millions de réfugiés. Les États qui pourraient mettre un terme aux combats n'ont pu se mettre d'accord et le résultat est que l'horreur, les souffrances et les destructions continuent sans rémission. Les Syriens se trouvent actuellement piégés dans leur propre pays, car les frontières sont fermées ou difficiles à franchir. C'est particulièrement évident à Alep, dont les civils sont pris pour cibles et utilisés comme des

otages, ce qui montre l'étendue des présentes violations du droit international humanitaire. Le nombre de personnes déplacées dans leur pays ne pourra qu'augmenter si les hostilités se poursuivent.

4. Participant à l'effort collectif des Nations Unies, le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) continuera à travailler avec les organisations non gouvernementales et d'autres partenaires en Syrie même pour tenter de porter secours à ceux auxquels il a accès. En fin de compte, les opérations militaires ne résoudront leur pénible situation et ne créeront pas les conditions propices à leur retour. En février 2016, les dirigeants du monde entier, réunis à Londres pour une conférence d'aide à la Syrie et à la région, ont levé la somme sans précédent de 12 milliards de dollars, dont 5,3 milliards environ ont déjà été reçus. Il faut faire davantage pour trouver les ressources financières et susciter les engagements indispensables pour la réinstallation et l'accueil humanitaire des réfugiés.

5. C'est surtout la proximité des zones de conflit qui détermine comment la responsabilité de recevoir les réfugiés est partagée. La Jordanie, le Liban, la Turquie, l'Égypte et l'Iraq continuent à accueillir des millions de réfugiés syriens, l'Iran et le Pakistan accueillent des réfugiés afghans depuis plus de 40 ans; et des pays africains comme l'Éthiopie, le Kenya et l'Ouganda continuent à accueillir des réfugiés venant des pays voisins en guerre. Huit réfugiés sur dix sont accueillis dans un pays en développement, et ces pays ont beaucoup de mal à le faire avec leurs infrastructures et leurs services publics déjà fragiles. Les États Membres ont la responsabilité incontestable d'aider les pays à accueillir les vastes populations de réfugiés.

6. Les conflits régionaux soulèvent un grand nombre de considérations relatives à la sécurité, car certains groupes armés opèrent à travers les frontières, celles que franchissent aussi les réfugiés. Dans la région du lac Tchad, l'insurrection dans le nord-est du Nigéria déborde au-delà des frontières vers les pays voisins, et cela a de terribles conséquences, jetant sur les routes un mélange complexe de réfugiés, de personnes déplacées et de rapatriés. En Afghanistan, en Somalie et ailleurs, l'insécurité et le phénomène du déplacement de population coexistent; et de façon paradoxale, les réfugiés sont fréquemment désignés comme des agents d'instabilité.

7. Il est souvent très complexe d'avoir accès à des moyens de protection. Dans certains cas, les frontières

sont fermées, ou l'entrée dans un territoire est limitée et les personnes cherchant refuge sont refoulées vers les zones de conflit. Ces réfugiés sont de plus en plus incités à rentrer dans leur pays, même par les pays qui ont une longue tradition d'hospitalité à leur égard. Ceux qui atteignent une zone sûre sont souvent marginalisés, ont du mal à survivre et à entrer en relation avec la population qui les entoure. Ils ont du mal à avoir accès aux services indispensables, ne peuvent se nourrir, se loger, se soigner ou répondre à d'autres besoins essentiels de leur famille. À l'échelle mondiale, seulement un enfant réfugié d'âge scolaire sur deux est inscrit dans une école primaire, contre 91 % dans le monde en moyenne. Avec le temps, les réfugiés tombent dans la pauvreté une fois leurs avoirs et leur épargne épuisés. Au Liban par exemple, 70 % des ménages syriens réfugiés sont en dessous du seuil de pauvreté, contre 50 % en 2014. Ces problèmes sont aggravés par l'aide inadéquate apportée aux pays d'accueil et aux pays d'origine, ainsi que par un large ensemble de facteurs qui poussent au départ, comme l'insécurité alimentaire, la pauvreté, la dégradation de l'environnement, le changement climatique, l'inégalité et la mauvaise gouvernance. Les réfugiés sont une catégorie distincte de migrants, mais ils partagent avec ceux-ci plusieurs caractéristiques communes, notamment la convergence des causes profondes de leur situation et les risques qu'ils courent aux mains des contrebandiers, des trafiquants, et en raison de la xénophobie.

8. L'arrivée en nombre grandissant de réfugiés et de migrants dans l'hémisphère Nord a suscité des craintes et mis à mal les normes indispensables de protection dans certains pays ayant pourtant une solide tradition de protection des réfugiés et de défense des droits de l'homme. Le principe voulant que les réfugiés soient une préoccupation internationale, appelant une intervention fondée sur la coopération et sur la responsabilité partagée est particulièrement remis en question en Europe où les États n'ont pas pu mettre en œuvre une réponse collective et ordonnée à la crise des migrations et ont au contraire affirmé qu'il fallait faire en sorte que les réfugiés soient retenus au-delà des frontières européennes. L'aspiration légitime à une meilleure gestion des déplacements de population, en particulier ceux liés à des raisons économiques, est de plus en plus confondue avec l'idée de les maintenir tous en dehors des frontières, y compris ceux qui fuient la guerre, la violence et les violations des droits de l'homme. Les accords tendant à réinstaller les migrants

en Europe ne sont appliqués que du bout des lèvres, alors que les appels lancés par le HCR à un élargissement des voies légales d'entrée de façon que les réfugiés puissent éviter un voyage dangereux et coûteux, n'ont pas reçu une réponse adéquate. Les déséquilibres subsistent donc et l'Italie est le pays qui est le plus exposé au problème de l'accueil, avec 160 000 réfugiés et migrants environ arrivés sur ses côtes depuis le début de 2016.

9. Le HCR explore actuellement cinq voies nouvelles, qui deviendront les principaux domaines de son action future. D'abord, il travaille à l'intégration de la protection dans la réponse donnée au problème des déplacements forcés, de l'apatridie et des crises humanitaires. Le régime international de protection doit trouver un équilibre entre les préoccupations légitimes en matière de sécurité et l'impératif de protéger ceux qui ont besoin de protection et d'offrir des instruments souples aux pays et régions qui s'efforcent d'assumer pleinement leurs responsabilités. Le HCR formule actuellement un ensemble de propositions pratiques qui seront soumises à l'Union européenne pour soutenir ce qu'elle fait afin de répondre au problème des réfugiés.

10. Le HCR travaille avec les États, la société civile et les partenaires pour trouver des réponses aux nouveaux problèmes de protection. La Déclaration d'action de San José, adoptée en juillet 2016, sert de cadre à une coopération régionale dans le triangle nord de l'Amérique centrale, et c'est le résultat d'efforts de ce type. La protection repose sur une solide présence opérationnelle du HCR et sur son engagement direct en faveur des personnes déplacées et apatrides, l'objectif premier étant de sauver des vies et de protéger les droits de l'homme, notamment par une action visant à encourager l'égalité des sexes et à éliminer la discrimination et la violence sexiste. Le HCR prête une attention particulière aux jeunes; le thème de ses consultations annuelles de 2016 avec les organisations non gouvernementales sera l'enfance et la jeunesse, tandis que le sujet du dialogue annuel sur les problèmes de la protection sera « Les enfants en déplacement ». Le HCR aide aussi à trouver des solutions juridiques, générales et pratiques à la protection des personnes déplacées du fait du changement climatique, de la dégradation de l'environnement et des catastrophes naturelles, catégorie de réfugiés qui sont d'une importance croissante dans le phénomène mondial du déplacement. Il se réjouit de voir que l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) s'est jointe à la famille des

Nations Unies et il intensifie la collaboration du HCR avec cette organisation dans le contexte des flux migratoires de différentes origines.

11. La deuxième voie explorée concerne les solutions susceptibles de permettre aux réfugiés, aux déplacés et aux apatrides de réintégrer pleinement leur place dans la société. Il faut pour cela réunir les conditions dans lesquelles leurs droits seront protégés et où ils pourront construire un avenir stable et sûr. Ce but est étroitement lié à celui qui consiste à mettre fin aux conflits et à établir des conditions dans lesquelles les réfugiés pourront rentrer dans leur pays, ce qui est avant tout la responsabilité des acteurs politiques et des forces de sécurité, et qui nécessite une action rapide pour remédier aux causes profondes et empêcher l'escalade des troubles et de la violence et un investissement dans le rétablissement et la consolidation de la paix. La situation présente est peu brillante, puisque 126 000 réfugiés seulement ont été rapatriés en 2015, soit 11 % du chiffre relevé il y a 10 ans. Il y a cependant des signes d'espoir : au Myanmar, le retour d'un premier groupe de réfugiés exilés en Thaïlande marque une étape nouvelle de la marche de ce pays vers la paix et la démocratie; en Côte d'Ivoire, plus de 250 000 réfugiés qui avaient fui la violence politique sont rentrés chez eux au cours des cinq dernières années; et en Colombie, les négociations de paix ont considérablement rapproché le pays du moment où cesseront les conflits qui durent depuis des décennies, et où l'on trouvera des solutions pour les quelque 7,5 millions de personnes déracinées.

12. L'un des grands problèmes est d'étudier des solutions à des situations fragiles dans lesquelles un règlement définitif n'a pas encore été trouvé. Dans de telles situations, il est souvent possible de trouver des possibilités de solutions, notamment par le retour, à condition qu'il soit authentiquement volontaire, et par la réintégration, tout en continuant à aider les pays d'accueil à préserver une protection internationale de ceux qui en ont besoin. En Somalie, les progrès accomplis vers la stabilité et la prospérité sont tangibles, mais on ne peut exclure des revers. En Afghanistan, la dynamique complexe du conflit en cours signifie que même si certains réfugiés et certaines personnes déplacées rentrent bien, un grand nombre restent dans une situation prolongée de déplacement. Plus de 300 000 réfugiés afghans enregistrés sont rentrés en 2016, presque tous du Pakistan voisin, en dehors de plus de 200 000 Afghans sans papiers. Le HCR a des ressources pour aider seulement 55 000 autres personnes

qui sont enregistrées pour rentrer en Afghanistan en novembre 2016 et pourtant, il existe encore 300 000 personnes qui ont été déplacées par le conflit dans l'intervalle, ce qui complique la grave crise du déplacement interne. L'arrivée de l'hiver est un problème de plus. Il est urgent de trouver des fonds supplémentaires.

13. Le HCR intensifie sa collaboration avec les États Membres et d'autres partenaires pour élargir l'accès des réfugiés aux pays tiers, notamment par la réinstallation et par des filières complémentaires d'admission. Les États ont augmenté leurs annonces de contribution en 2016, il faut les en remercier, mais les besoins de réinstallation continuent à dépasser de beaucoup le nombre de places disponibles. Le HCR prévoit de proposer au moins 170 000 réfugiés pour une réinstallation en 2017, ce qui serait le chiffre le plus élevé en 20 ans et plus du double du chiffre enregistré en 2012. Le HCR travaille avec des partenaires pour prévenir, réduire et éliminer l'apatridie et est désireux de faire plus dans ce sens. Depuis le lancement par le HCR de sa campagne décennale pour l'élimination de l'apatridie, des dizaines de milliers de personnes ont acquis une nouvelle nationalité ou ont pu confirmer leur citoyenneté. D'importantes initiatives régionales ont été prises, notamment la Déclaration d'Abidjan sur l'élimination de l'apatridie, adoptée par les chefs d'État de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, et la Déclaration et le Plan d'action du Brésil, ainsi qu'un certain nombre de ratifications de la Convention de 1954 relative au statut des personnes apatrides ou la Convention de 1961 sur la réduction de l'apatridie.

14. La troisième direction explorée consiste à mieux coopérer avec des acteurs du développement pour résoudre le problème du déplacement, augmenter la résilience et poser les bases de solutions possibles. Dans ce domaine, il y a eu plusieurs progrès notables, découlant en partie de l'expérience acquise en Syrie où le HCR et le Programme des Nations Unies pour le développement ont collaboré dans le cadre du Plan régional pour les réfugiés et la résilience, appliqué en partenariat avec les pays d'accueil. Mais on reconnaît de plus en plus qu'on ne peut venir à bout de la misère et aller vers une prospérité partagée sans tenir compte des personnes déplacées contre leur gré dans le monde. Le principe d'universalité, intégré dans le Programme à l'horizon 2030 et dans les objectifs de développement durable, offre une bonne base pour l'inclusion des dé-

placés et des apatrides dans la planification du développement. Plusieurs pays d'accueil ont pris des mesures inédites pour faire figurer les réfugiés et les communautés d'accueil dans leur plan de développement national, constatant que les réfugiés et les personnes déplacées peuvent être des atouts précieux pour les communautés d'accueil si les conditions d'accueil sont bonnes et s'il y a un investissement suffisant consacré au développement. Les pays d'accueil, cependant, ont besoin d'une aide. La Banque mondiale joue un rôle critique et le HCR travaille avec elle pour démontrer par des données factuelles que l'impact socioéconomique des réfugiés et des personnes déplacées sur les pays et populations d'accueil est bénéfique et pour entreprendre des études régionales et développer des plans d'action nationaux. Une nouvelle facilité de prêt de la Banque mondiale, prévoyant d'accorder un financement concessionnel aux pays à revenu intermédiaire accueillant un grand nombre de réfugiés pourrait aussi changer la situation.

15. La quatrième grande direction explorée est celle d'un renforcement des capacités d'intervention en cas d'urgence et de planification préalable. Quand des vies humaines sont en danger, le HCR doit pouvoir intervenir rapidement et efficacement par des méthodes novatrices, adaptables à des circonstances en rapide évolution. La rapidité et la flexibilité sont également nécessaires de la part des donateurs, et il faut être constamment vigilant au sujet de la sûreté du personnel déployé dans des situations dangereuses. Le HCR a récemment systématisé sa politique d'interventions en espèces, et il utilise déjà cette méthode dans plus de 60 pays et devrait doubler le montant des fonds affectés à ces interventions d'ici à la fin de 2020. Il est très important à cet égard de renforcer durablement la coopération avec des institutions telles que le Programme alimentaire mondial et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

16. La cinquième voie explorée est celle de l'utilisation de mécanismes de coordination bien établis pour entrer en relation avec les personnes déplacées dans leur pays de façon plus décisive et plus prévisible, selon une démarche plus cohérente face au problème du déplacement. Le HCR a déjà augmenté ses capacités, en introduisant de nouvelles directives et en relançant les groupes d'organismes dans lesquels il joue un rôle moteur, et il procède à un examen opérationnel de ses activités afin de mieux comprendre où il doit améliorer sa cohérence et le caractère prévisible

de son action. Il espère travailler étroitement avec les États, avec le Coordonnateur des secours d'urgence et avec d'autres partenaires à cet effet.

17. S'appuyant sur le travail accompli par le précédent Haut-Commissaire, il a repéré un certain nombre de domaines dans lesquels les capacités et les systèmes internes du HCR doivent être renforcés. Certaines procédures internes sont pesantes et obligent à suivre des instructions multiples, ce qui détourne l'attention d'un engagement direct avec les populations concernées. Les procédures et autres instruments de gestion doivent être d'urgence simplifiés, tout en maintenant des normes élevées de responsabilisation. Le HCR examine la situation à son siège pour mieux aligner ses fonctions sur les orientations stratégiques et assurer aux opérations de terrain l'appui le plus solide possible. Le HCR réformera ses méthodes de planification et d'affectation des ressources et simplifiera son système de gestion axée sur les résultats. Conformément aux engagements qu'il a pris dans le cadre du « grand compromis » sur le financement des opérations humanitaires, il recherche une meilleure coopération avec d'autres organismes pour l'évaluation des besoins, harmonise et simplifie les exigences en matière d'établissement de rapports et réduit les coûts de passation des marchés et les coûts logistiques. Il continuera à investir dans ses ressources humaines, qui comptent plus de 15 000 personnes, sur la base de la stratégie définie à cet effet pour la période 2016-2021, laquelle présente des solutions à long terme aux problèmes essentiels de ressources humaines pour les cinq prochaines années.

18. Mais il faut des contributions financières substantielles pour approfondir les grandes orientations qu'il a décrites et améliorer les instruments de gestion. En 2016, le financement a atteint un record de près de 4 milliards de dollars, mais en raison de crises nouvelles ou de crises prolongées et de l'ampleur exceptionnelle du problème du déplacement, le budget a atteint un sommet historique de 7,5 milliards de dollars. Le manque de financement a des effets dans toutes les régions, mais il est aigu en Afrique, où des interventions critiques dans des pays comme la Somalie, le Soudan du Sud et la République centrafricaine ne sont financées qu'à concurrence de 25 % ou moins.

19. Le régime international de la protection des réfugiés a démontré sa robustesse face à une situation mondiale difficile; de nombreux États proches des zones de conflit laissent leurs frontières ouvertes et la



plupart des États s'efforcent authentiquement de trouver des moyens de concilier les préoccupations sociales, économiques et relatives à la sécurité, avec l'impératif de fournir un refuge aux fugitifs. L'ampleur et la complexité du déplacement signifient que les pays qui accueillent un grand nombre de personnes déplacées ne peuvent prendre à leur charge toutes les conséquences. Le principe voulant que le problème des réfugiés soit bien une question internationale exigeant une réponse collective reposant sur la solidarité et la responsabilité partagée n'est pas seulement une obligation morale mais aussi un élément fondamental du cadre juridique défini dans la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et la base sur laquelle une protection internationale sera constituée.

20. La Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants a été une réaffirmation, d'importance critique, que la coopération est au cœur du régime de protection des réfugiés et que si elle est appliquée avec une volonté ferme et l'investissement correspondant elle pourrait être un puissant instrument de changement. Le Cadre d'action global pour les réfugiés défini dans la Déclaration recèle un potentiel considérable si la volonté politique exprimée par les États Membres se traduit bien en action. Son but est de faciliter la tâche aux pays d'accueil, en rendant les contributions plus prévisibles, en encourageant une intervention authentique des acteurs humanitaires et des agents de développement dès le début d'une crise et en encourageant les réfugiés à se prendre en charge eux-mêmes, ce qui profite aux communautés d'accueil. Et surtout, la Déclaration a ouvert la voie à des investissements et à des possibilités nouvelles dans le secteur privé, de plus en plus influent et appelé à agir, ce qui ne peut que renforcer la capacité d'innovation des Nations Unies.

21. Il a réuni une équipe du HCR chargée expressément de suivre l'application du Cadre d'action global au cours des deux prochaines années. Cette équipe a déjà mené des consultations bilatérales approfondies avec les gouvernements, les organismes des Nations Unies, la société civile et le secteur privé. Un groupe consultatif a été réuni en septembre 2016 et des situations pilotes sont actuellement définies. Le HCR s'appuiera sur cette expérience pour rédiger un pacte mondial pour les réfugiés, qui sera présenté en 2018; à cette fin, il nouera un dialogue avec les États et consultera les autres parties prenantes. Les consultations annuelles du HCR avec les organisations non gouvernementales porteront sur ce processus; le thème du Dia-

logue annuel sur les problèmes de la protection en décembre 2017 sera le pacte mondial pour les réfugiés.

22. Les réfugiés sont au centre de la scène politique pour la première fois depuis des décennies, mais pour résoudre les crises mondiales liées au déplacement il faut que les États fassent tout pour éviter que les fractures se transforment en conflit, pour venir à bout des violations du droit de la guerre, pour assurer un refuge aux fugitifs qui cherchent la sécurité et pour trouver des solutions politiques définitives aux crises. Le HCR est tout disposé à travailler avec les États Membres pour atteindre ces objectifs.

23. **M. Bessedik** (Algérie) dit que son pays a traditionnellement accueilli les réfugiés par solidarité et par conviction, principes fondamentaux qui sont au cœur de la politique étrangère de l'Algérie. Quand des réfugiés fuient leur pays c'est pour échapper à la persécution ou à des situations instables; dans la plupart des cas, leur seul espoir est de rentrer dans leur pays d'origine. Ceux qui cherchent l'intégration sont l'exception. Les discussions sur l'intégration risquent de fausser le mandat initial du HCR. Il demande ce qui peut être fait pour recadrer les discussions, en gardant à l'esprit le caractère humanitaire du HCR.

24. **M<sup>me</sup> Vatne** (Norvège) rend hommage aux travailleurs humanitaires du HCR sur le terrain, qui sont aux prises avec des situations de plus en plus difficiles. La Norvège espère pouvoir coopérer avec le HCR et avec d'autres États à la rédaction d'un pacte mondial sur le partage des responsabilités concernant les réfugiés. La Norvège est particulièrement satisfaite de la place que fait le Haut-Commissaire à la nécessité de coopérer avec des acteurs appartenant au monde humanitaire et au monde du développement ainsi qu'avec le secteur privé et les États.

25. **M. Tsutsumi** (Japon) dit que depuis les années 90 son pays rappelle combien il importe de faire participer les partenaires du développement à la réponse donnée aux crises humanitaires. Le Japon est donc satisfait que divers partenaires reconnaissent enfin l'importance de la collaboration entre les spécialistes de l'humanitaire et ceux du développement. Il se demande si les cloisons sont suffisamment abattues ou si le problème existe encore. Il demande au Haut-Commissaire de préciser comment le pacte mondial pour les réfugiés pourrait contribuer à de nouveaux progrès s'agissant de l'étroite relation entre l'humanitaire et le développement.

26. **M. Dehghani** (République islamique d'Iran) dit qu'il est inquiétant que les interventions étrangères, l'occupation et le terrorisme continuent à être les causes réelles du déplacement à grande échelle de réfugiés. Il est également préoccupé par l'absence de nouveaux engagements pris lors du Sommet des Nations Unies pour les réfugiés et les migrants, tenu le 19 septembre 2016, car les réfugiés et les populations qui les accueillent ne peuvent se contenter de belles paroles. Huit réfugiés sur dix vivent dans des pays en développement; les pays frontaliers d'une zone de crise ne doivent pas être seuls à supporter le fardeau. L'Iran accueille l'une des plus importantes populations de réfugiés au monde et au cours des 40 dernières années il a été un important pays d'accueil. Les souffrances des réfugiés se trouvant dans une situation sans issue et celles des populations qui les accueillent ne doivent pas être éclipsées par de nouvelles crises. Il est également décevant de constater que les perspectives de rapatriement volontaire vers le pays d'origine ne sont pas brillantes. Il espère que l'action menée par le Haut-Commissaire, dans les limites du Cadre d'action global pour les réfugiés modifiera cette situation et aidera à garantir qu'un plus grand nombre de réfugiés pourront être rapatriés volontairement par des pays tiers ou dans leur pays d'origine.

27. **M. Pouleas** (Grèce) remercie le HCR de l'importante assistance apportée à son pays dans le règlement de la crise actuelle. La Grèce est face à une situation sans précédent du fait du déplacement massif de réfugiés et de migrants en Europe, le plus important depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Comme le Haut-Commissaire lui-même l'a constaté durant la visite qu'il a faite en août 2016 en Grèce, la crise des réfugiés a atteint une ampleur qui dépasse nettement les capacités d'un seul pays. L'afflux de réfugiés constitue un problème mondial qui exige des solutions inspirées par la solidarité internationale et la responsabilité partagée des États. La Grèce s'est toujours montrée soucieuse de chercher à répondre aux causes profondes de la migration, de sauver des vies et de protéger les réfugiés. La déclaration conjointe de l'Union européenne et de la Turquie, en mars 2016, a donné des résultats et la Grèce espère qu'elle sera pleinement appliquée, notamment s'agissant du mécanisme de réinstallation car, jusqu'à présent, seul un petit nombre de personnes ont effectivement été réinstallées. De nombreux problèmes demeurent et la Grèce essaie systématiquement d'améliorer ses installations d'accueil avec l'aide de ses partenaires internationaux et euro-

péens, tout en s'occupant de l'éducation des enfants réfugiés et migrants quel que soit leur statut.

28. **M. Grandi** (Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés) dit que des trois solutions au problème des réfugiés, à savoir le rapatriement volontaire, la réinstallation dans un pays tiers et l'intégration locale, c'est le rapatriement volontaire qui a toujours été la solution la plus indiquée. Les réfugiés souhaitent rentrer dans leur pays d'origine même si, dans certains cas, la situation politique reste fragile et complexe. Cependant, le rapatriement dépend d'une solution politique au conflit qui a engendré le déplacement. Ainsi, cela sort du domaine d'action du HCR. Les parties prenantes politiques doivent être encouragées à trouver la solution. Pour faciliter le rapatriement, il faut intervenir dans le pays d'origine où la complexité de la situation est encore aggravée par les conditions de sécurité. Malheureusement, le rapatriement devient rare car les conflits se poursuivent sans rémission. Dans les pays où les réfugiés sont acceptés, l'intégration, qui pourtant n'est pas la solution la plus choisie, pourrait être envisagée. Dans les relations avec le pays d'accueil, il faut beaucoup de doigté mais parfois la solution est réussie.

29. Le problème essentiel de la participation des acteurs du développement est de s'assurer que des instruments financiers et des méthodes conçus pour le long terme, pour des situations plus stables, pourront être adaptés à des situations plus fragiles telles que le déplacement prolongé des réfugiés. Le travail actuellement accompli par la Banque mondiale avec l'aide des organismes humanitaires tels que le HCR est justement orienté vers l'avenir et pourrait avoir un effet décisif en éliminant de façon spectaculaire les cloisons inutiles. Il a fallu l'arrivée des réfugiés et des migrants dans l'hémisphère Nord pour convaincre mondiale du caractère réellement mondial et critique du phénomène du déplacement de population. Récemment, la Banque mondiale a lancé une facilité à l'intention des pays à revenu intermédiaire qui accueillent des réfugiés en grand nombre. Cela n'est pas une solution miracle mais pourrait avoir un très important potentiel, en particulier dans le domaine de l'éducation et de l'emploi. Les organismes humanitaires à eux seuls ne peuvent pas s'occuper de tout.

30. Sa proposition d'élaborer un pacte mondial consiste à travailler en partant de la base. La Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants indique comment le cadre global devrait être élaboré pour ré-

pondre à la crise des réfugiés. Le pacte proposé ne serait pas un nouveau mécanisme de coordination des Nations Unies mais plutôt la réponse collective de partenaires multiples, y compris le secteur privé et de nombreux acteurs de développement, le HCR apportant l'impulsion nécessaire. Une fois que les modèles auront été définis, la teneur du pacte mondial sera présentée aux États Membres pour examen. Les perspectives ne sont guère brillantes mais ce cadre pourrait être utile. Le HCR souhaitera collaborer avec les États Membres, en particulier les pays d'accueil.

31. La réinstallation est une question essentielle. Elle a été proposée il y a déjà pas mal de temps dans le cadre de l'Union européenne et constitue une initiative politique conçue pour soulager le fardeau qui pèse sur les États de première ligne tels que la Grèce et l'Italie, mais aussi des pays comme l'Allemagne, la Suède et l'Autriche qui accueillent des réfugiés en grand nombre. Cependant, cette solution n'a pas été appliquée de façon systématique. Toute réponse mondiale viable au problème des réfugiés doit reposer sur le principe de la solidarité mondiale; si l'Europe souhaite continuer à prendre la tête d'une action de protection des réfugiés, elle doit donner l'exemple en manifestant une solidarité à l'échelle du continent.

32. **M. Al-Hussaini** (Iraq) est profondément reconnaissant de l'assistance humanitaire fournie par le HCR aux réfugiés et aux personnes déplacées en Iraq; il se réjouit de l'annonce récente faite par M. Bruno Geddo, le représentant du HCR en Iraq, qui a dit que le HCR fournirait une aide supplémentaire pour répondre aux besoins pressants des Iraquiens qui fuient la ville de Mossoul.

33. Un très grand nombre de personnes, dans son pays, ont fui leur domicile pour échapper à l'État islamique en Iraq et au Levant. Au total, il y a plus de 3,2 millions de personnes déplacées en Iraq, et cela pose un énorme problème au Gouvernement iraquien qui n'épargne pourtant aucun effort pour honorer son obligation morale de donner à tous les réfugiés et déplacés une assistance d'urgence et humanitaire.

34. Il demande au Haut-Commissaire comment le HCR facilite la rééducation et la réintégration dans la société des femmes et des filles déplacées, et ce que fait le Haut-Commissariat pour promouvoir l'égalité des sexes, lutter contre la discrimination sexiste et encourager la participation aux décisions des femmes et des filles déplacées.

35. **M<sup>me</sup> Feeling** (Canada) dit que son gouvernement est profondément préoccupé par la crise mondiale du déplacement et est très attaché à la promotion d'un partage des responsabilités et de la solidarité internationale. Son gouvernement constate les vastes difficultés auxquelles les États immédiatement voisins font face. Malgré la générosité des donateurs et des pays d'accueil, il faut faire beaucoup plus, notamment par des contributions d'autres États. Le Canada espère travailler avec le HCR et avec d'autres parties à l'élaboration d'un pacte mondial pour les réfugiés. Sur la question de la xénophobie, elle demande comment les États Membres pourraient inverser les tendances négatives et propager un discours qui reconnaisse les contributions bien réelles des migrants à la vie de la population qui les accueille.

36. **M. Whitely** (Observateur de l'Union européenne) dit que la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants est une excellente base pour une action collective multilatérale équilibrée. L'Union européenne est favorable à l'établissement d'un pacte mondial pour les migrations en 2018 et à l'application immédiate du Cadre d'action global pour les réfugiés. Cette tâche suppose l'engagement actif des États Membres, mais aussi d'autres acteurs tels que les membres de la diaspora, de la société civile et du secteur privé. L'ampleur de la tâche devrait amener à ouvrir des filières d'information et à publier des mises à jour fréquentes. Il aimerait avoir un complément d'information concernant l'examen opérationnel sur la question de l'engagement avec les personnes déplacées, mentionné dans sa déclaration par le Haut-Commissaire.

37. **M. Teffo** (Afrique du Sud) dit que si on s'intéresse surtout à la situation en Europe, la grande majorité des réfugiés et des personnes déplacées se trouvent en fait dans le monde en développement. L'Afrique subsaharienne accueille ainsi la majorité des réfugiés dans le monde et continue à faire face au problème des nombreuses crises simultanées qui créent de vastes déplacements de réfugiés. Il admet qu'il faut une nouvelle conception du traitement des déplacements forcés, qui implique une aide aux personnes déplacées pour qu'elles acquièrent les compétences nécessaires pour contribuer de façon positive à l'économie du pays d'accueil et assurer leur intégration dans les populations d'accueil et renforcer la cohésion sociale. Il faut s'occuper des causes profondes du déplacement forcé. À cette fin, les pays en développe-



ment, en particulier subsahariens, auront besoin d'une aide importante.

38. **M<sup>me</sup> Sukkar** (Jordanie) dit que son pays a toujours été en pointe dans l'accueil des personnes qui fuient un conflit. La Jordanie accueille actuellement le plus de réfugiés, tant en nombre absolu qu'en pourcentage de sa population. Cinq pays seulement s'occupent de 90 % des réfugiés syriens, et d'innombrables vies sont sauvées à cette occasion; il importe de reconnaître la contribution de ces pays. Il est essentiel que les États Membres partagent la charge, renforcent les capacités nationales et améliorent les relations entre l'humanitaire et le développement. Elle demande comment la communauté internationale pourrait intensifier son action et transformer les promesses en actes.

39. **M. Grandi** (Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés) dit que la proximité géographique ne devrait pas être le critère pour définir les responsabilités, mais que c'est malheureusement ce qui se passe. Les pays qui ont eux-mêmes leurs propres difficultés continuent à accepter des réfugiés. L'Iraq, malgré l'énorme problème des déplacés à l'intérieur de ses frontières, a manifesté une grande générosité en accueillant des réfugiés venus de Syrie.

40. S'agissant de l'égalité des sexes, le HCR et ses partenaires réalisent de nombreux projets à l'intention des femmes réfugiées, souvent seules avec leurs enfants. Il est important de faire participer les réfugiés à la prise de décisions, et c'est précisément dans ces situations que les femmes doivent pouvoir s'exprimer. La Jordanie accomplit un effort extraordinaire pour trouver des emplois aux réfugiés, mais seul un faible pourcentage de femmes réfugiées trouve un emploi. Il n'est pas facile de faire correspondre leur profil social, économique et culturel avec les emplois offerts, et il faut aborder cette question de façon prospective.

41. Le Canada a été en pointe dans l'ouverture de filières légales d'admission des réfugiés. Le modèle mixte de partenariats publics et privés proposé par le Canada pour l'acceptation et la réinstallation des réfugiés est un modèle prospectif qui pourrait être reproduit dans d'autres pays. Le meilleur moyen de lutter contre la xénophobie consiste à faire en sorte que les populations locales se chargent de recevoir les réfugiés et de leur donner l'asile, ce qui crée les conditions favorables à leur acceptation. Ce n'est pas par choix que les réfugiés quittent leur pays mais parce qu'ils sont

obligés de fuir devant des situations insupportables, comportant souvent de terribles violences.

42. Les réfugiés et les migrants non seulement enrichissent un pays en augmentant sa diversité, mais contribuent aussi au bien-être des populations qui les accueillent. Le HCR travaille avec la Banque mondiale pour tenter d'établir un argumentaire factuel qui devrait réduire les tendances xénophobes. Personne ne souhaite la perpétuation des situations où se trouvent les réfugiés, et certainement pas les réfugiés eux-mêmes. Sa réflexion sur des solutions devrait convaincre l'opinion publique. La recherche d'une solution fait partie de la création d'un environnement plus favorable. L'intégration doit être amorcée très tôt et de façon à prévenir le rejet des populations locales. En fait, l'exclusion conduit au rejet, au ressentiment et en fin de compte à la xénophobie. L'intégration est un exercice très complexe, en particulier dans les pays industrialisés, et elle est habituellement considérée comme une question interne. Cependant, le climat est devenu si toxique que le HCR a offert de travailler également avec les gouvernements à ce sujet.

43. Les personnes déplacées dans leur pays, qui représentent les deux tiers des 65 millions de personnes ayant quitté leur domicile, sont des exilés dans leur propre pays. La question à déterminer en premier lieu est de savoir pourquoi certaines situations sont mieux gérées que d'autres et pourquoi le HCR lui-même est plus impliqué dans certains cas que dans d'autres. S'agit-il d'une question de ressources, de difficultés politiques, d'accès ou de sécurité? Chaque facteur doit être isolé et analysé. Le système des groupes d'organismes traditionnellement utilisé par les Nations Unies pour examiner les situations impliquant des personnes déplacées est devenu trop bureaucratique et doit être réexaminé. La coordination est importante mais elle doit être rendue plus efficace.

44. **M. Rabi** (Maroc) demande au Haut-Commissaire d'indiquer ce que fait le HCR pour prévenir le détournement de l'aide humanitaire et, si de tels actes se produisent, pour en poursuivre leurs auteurs. Rappelant que la communauté internationale a accepté à l'unanimité que les réfugiés soient enregistrés comme condition préalable de l'action du HCR afin de déterminer leurs besoins et de garantir leur protection, il demande ce que fait le HCR quand un pays d'accueil refuse systématiquement de multiples demandes de réaliser cet enregistrement et quelles actions il déciderait pour s'assurer que les pays se conforment bien à

leurs obligations en vertu du droit international humanitaire et du mandat du HCR. Il demande aussi quelles mesures le Haut-Commissaire a prises au sujet des pays qui taxent les produits destinés à l'aide humanitaire à l'intention des réfugiés se trouvant sur leur territoire; selon certaines indications, des millions d'euros sont ainsi détournés dans les caisses des pays d'accueil. Au sujet des trois solutions proposées au problème des réfugiés, à savoir le rapatriement volontaire, la réinstallation dans un pays tiers et l'intégration locale, il estime que le débat ne doit pas se limiter à une seule de ces solutions.

45. **M. Zewdie** (Éthiopie) dit que l'Éthiopie accueille actuellement plus de 780 000 réfugiés et, sur ses propres maigres ressources, couvre 80 % des coûts, tandis que le HCR n'en couvre que 20 %. Son gouvernement estime que le budget doit refléter la situation sur le terrain. Il n'est pas convaincu que le rapport du Haut-Commissaire couvre bien toutes les questions, et il estime qu'un rapport strictement humanitaire serait une bonne base pour commencer à comprendre les problèmes que soulève la situation des réfugiés.

46. **M. Ugurluoğlu** (Turquie) dit qu'il espère que la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants sera rapidement appliquée par les États Membres et d'autres acteurs. La Turquie est le pays qui accueille le plus grand nombre de réfugiés dans le monde, et elle souhaite donc assurer le Haut-Commissaire de son soutien intégral et rappeler les efforts qu'elle fait pour apporter aux Syriens se trouvant en Turquie des moyens de vivre dans la dignité, en coopération avec le HCR. La Turquie est satisfaite de son partenariat avec le HCR, qui a récemment été codifié dans un accord de pays d'accueil. Il demande comment les principaux pays d'accueil pourraient mieux contribuer au suivi de la Déclaration de New York et au développement du Cadre d'action global pour les réfugiés.

47. **M. Gotyaev** (Fédération de Russie) dit que le Haut-Commissaire débute son mandat dans une conjoncture très difficile car jamais le nombre des personnes déplacées dans leur pays n'a été aussi élevé. La Fédération de Russie elle-même a accueilli plus d'un million de personnes forcées à l'exode. Sa délégation soutient le travail du HCR, mais estime que le Haut-Commissaire devrait tenter de veiller à ce que tous les aspects de son mandat soient réalisés, étant donné les besoins grandissants des réfugiés en matière de protection et de solutions à long terme. Il demande quelles

mesures sont envisagées pour remédier à l'apatridie, en dehors de la campagne décennale visant à mettre fin à l'apatridie dans les 10 ans (campagne dite « *I Be-long* »), qui est très réussie.

48. **M. Bessedik** (Algérie) dit que l'intégration est une solution, mais que le débat au cours des deux dernières années a présenté l'intégration comme la solution principale. Il est important de se garder du risque que l'intégration soit imposée aux pays d'accueil.

49. **M. Morales López** (Colombie) dit que la Colombie, qui vient de conclure la paix après un long conflit armé interne, est riche d'enseignements pour d'autres pays. Il est particulièrement reconnaissant au HCR de l'aide que celui-ci a fournie aux réfugiés colombiens en Équateur. Une commission binationale de haut niveau a permis d'apporter des améliorations sensibles à la situation de ces réfugiés; il demande comment ces bonnes pratiques pourraient être partagées au mieux avec d'autres pays.

50. **M. Grandi** (Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés) dit que comme le HCR n'est pas un donateur mais applique ses propres programmes, voire parfois par l'intermédiaire de partenaires, il est toujours présent sur le terrain. Cette méthode réduit le risque d'un détournement des fonds, plus probable durant les conflits ou quand l'accès humanitaire est refusé. Le HCR doit rendre compte de l'utilisation de l'aide, et c'est une autre raison pour laquelle il exige d'avoir accès aux populations concernées.

51. S'agissant de l'imposition de l'aide humanitaire, le HCR a bénéficié de certaines exemptions et immunités; si une négociation avec les autorités des pays d'accueil est parfois nécessaire, d'ordinaire il n'est pas difficile de parvenir à un accord.

52. Il incombe aux pays d'accueil d'enregistrer les réfugiés, mais certains ont besoin de l'aide du HCR ou l'ont demandée pour accomplir cette tâche. Des progrès considérables ont été réalisés sur le plan technologique, comme il a pu s'en rendre compte lors de son retour au HCR après une absence de 12 ans; de ce fait, le HCR peut fournir des instruments complexes capables d'assurer la confidentialité des données.

53. La collaboration avec les autorités des pays d'accueil, en particulier ceux qui accueillent un grand nombre de réfugiés, demeure la priorité du HCR. Le HCR reconnaît que ce sont bien les pays d'accueil eux-

mêmes qui apportent la contribution la plus importante à l'aide aux réfugiés, non seulement sur le plan financier mais aussi sur le plan social, politique et de la sécurité. Le Cadre d'action global pour les réfugiés ne résoudra pas tous les problèmes mais devrait avant tout aider les pays d'accueil à obtenir des ressources plus abondantes de façon à alléger leur fardeau. Prenant note des préoccupations du représentant de l'Éthiopie concernant les ressources, il dit que le HCR n'a jamais eu des ressources en abondance; il y a eu une augmentation régulière des contributions, mais les besoins dépassent toujours les fonds reçus. Cependant, le cadre d'action et la participation des acteurs du développement pourraient se traduire par l'apport de nouveaux types de ressources. Il rappelle qu'au Sommet des dirigeants sur la crise mondiale des réfugiés, le Premier Ministre de l'Éthiopie a fait une déclaration détaillant les nouvelles méthodes utilisées pour assurer aux réfugiés un emploi et une éducation tenant compte de la politique d'action constructive de son pays face aux problèmes posés par l'afflux des réfugiés.

54. On oublie parfois que l'apatridie est un aspect très important du mandat du HCR. La campagne « *I Belong* » a célébré en novembre 2016 son deuxième anniversaire; durant ces deux premières années, un grand nombre d'apatrides ont obtenu une nationalité, et il espère que le chiffre de 10 millions d'apatrides évoqué dans cette campagne pourra être réduit à 9,5 millions au moment du troisième anniversaire de la campagne. Il est difficile d'obtenir des statistiques fiables sur l'apatridie car c'est une question politique sensible dans beaucoup de pays. Le HCR s'est pleinement engagé à résoudre le problème de l'apatridie par l'exploration de nouvelles solutions légales et la présentation d'instruments juridiques à cet effet.

55. Il s'est rendu en Colombie en juillet 2016 et a été frappé par la remarquable volonté de la société civile de voir résolu la question du déplacement. Les problèmes sont énormes : parmi les millions de personnes déplacées en Colombie, beaucoup viennent des zones rurales et elles habitent depuis des décennies à la périphérie des villes. Le problème du déplacement est donc aggravé par l'urbanisation; il faut pour le résoudre des instruments socioéconomiques complexes. Certains des thèmes qui ont été examinés lors de la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III) sont tout à fait pertinents. Remarquablement, en Colombie tout le monde reconnaît que la solution du problème du déplacement est de

nature politique, et il est donc satisfait d'apprendre que le règlement de ce problème est l'un des objectifs du processus de paix. Il estime que c'est là l'un des messages les plus forts à transmettre à d'autres pays qui s'occupent de résoudre le problème du déplacement.

56. **M<sup>me</sup> Adamson** (Observatrice de l'Union européenne), parlant aussi au nom des pays candidats, l'Albanie, le Monténégro, la Serbie, l'ex-République yougoslave de Macédoine et la Turquie, du pays du Processus de stabilisation et d'association la Bosnie-Herzégovine, ainsi que de la Géorgie, de l'Islande, du Liechtenstein, de la République de Moldova et de l'Ukraine, dit que les États membres de l'Union européenne, ensemble, ont reçu plus de 1,3 million de demandeurs d'asile en 2015 et que la tendance était similaire en 2016. Le phénomène actuel du déplacement n'est pas près de disparaître car la durée moyenne dépasse les 10 ans. Les pays d'accueil du Sud doivent être loués de leur remarquable générosité, puisqu'ils accueillent près de neuf réfugiés sur dix. L'Union européenne et ses États membres réaffirment leur volonté d'aider les pays et les populations d'accueil dans le monde et au sein de l'Union européenne. En même temps, ces pays rappellent qu'il faut renforcer la protection, améliorer la situation des personnes relevant de la compétence du Haut-Commissaire et faciliter les solutions durables.

57. La communauté internationale doit faire plus pour prévenir le déplacement forcé, s'attaquer à ses causes profondes et relancer la recherche de solutions. Les politiques et les acteurs du développement ont un rôle crucial à jouer avec la communauté internationale pour appliquer une approche à long terme, globale. L'un des objectifs premiers de l'action extérieure de l'Union européenne est de résoudre et prévenir les conflits et empêcher leur recrudescence. L'Union européenne a également proposé une nouvelle politique orientée vers le développement pour répondre au déplacement forcé; cette politique cherche à encourager l'autonomie et la résilience des personnes déplacées et des populations qui les accueillent en encourageant l'adoption de moyens d'existence durables et l'accès aux services de base, notamment l'éducation à tous les niveaux. Cette politique est déjà en cours d'application, en particulier dans le cadre des programmes régionaux de développement et de protection et des cadres de développement humanitaire, ainsi que des programmes de résilience organisés à l'aide des fonds spécialisés de l'Union européenne.

58. Tout en exprimant sa profonde gratitude aux travailleurs humanitaires et aux volontaires qui mettent régulièrement leur vie en danger pour aider ceux qui sont dans la détresse, elle engage instamment les États Membres à confirmer à nouveau les principes humanitaires fondamentaux et à souligner l'importance du respect du droit international et humanitaire et du droit des réfugiés.

59. Les contributions financières au HCR ont atteint un niveau exceptionnel, ce qui témoigne de la confiance des donateurs dans la compétence, les connaissances et les qualifications du Haut-Commissaire et de son personnel. L'Union européenne est très attachée au travail accompli par le HCR et continue à lui apporter un appui généreux. Cependant, le besoin de financement montre qu'il faut améliorer l'efficacité des opérations du HCR, notamment dans le suivi du Sommet humanitaire mondial et dans les engagements pris en vertu du « grand compromis », qui souligne la nécessité de réforme de la part des donateurs et des exécutants pour assurer une confiance nouvelle, une plus grande transparence et une meilleure efficacité. La Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants a apporté une nouvelle impulsion à l'action de la communauté internationale en réaffirmant la validité du droit international des réfugiés et en soulignant la place centrale que doit avoir le partage des responsabilités à l'échelle mondiale et la solidarité internationale entre les États pour résoudre le problème des réfugiés. La campagne mondiale contre le racisme et la xénophobie devrait sensibiliser les citoyens des pays qui reçoivent les demandeurs d'asile, notamment les pays de l'Union européenne, aux valeurs humaines fondamentales qui guident la volonté de protéger ceux qui fuient devant les conflits et les persécutions. L'Union européenne et ses États membres sont attachés à l'application du Cadre d'action global pour les réfugiés.

60. **M<sup>me</sup> Holmes** (États-Unis d'Amérique) dit qu'en 2016 son pays apportera une contribution exceptionnelle de 1,5 milliard de dollars au HCR. Cependant, les besoins ne cessent d'augmenter. La communauté internationale a démontré sa volonté résolue de résoudre les problèmes actuels lors de diverses réunions importantes tenues en 2016, notamment durant le Sommet mondial sur l'action humanitaire, la Réunion plénière de haut niveau sur la gestion des déplacements massifs de réfugiés et de migrants et le Sommet des dirigeants sur la crise mondiale des réfugiés. Il est désormais nécessaire de veiller à la bonne exécution des engage-

ments pris tout en cherchant à mettre fin aux conflits qui engendrent des besoins humanitaires.

61. Les partenariats sont essentiels et ont été un des thèmes communs de ces réunions. Les États-Unis sont satisfaits de voir que le HCR travaille avec des partenaires et des gouvernements pour améliorer l'autonomie des populations réfugiées et les perspectives de solutions durables. La coordination entre tous les acteurs humanitaires est d'importance critique; elle espère avoir des entretiens réguliers avec le HCR sur les moyens d'appliquer les engagements pris dans le « grand compromis », tant au Haut-Commissariat qu'en coopération avec d'autres. Un suivi efficace et un contrôle précis sont essentiels pour garantir le contrôle de la qualité et la cohérence de l'action menée dans les différentes régions et fournir un personnel technique adéquat aux opérations de terrain. Le suivi attentif de la prestation de services aux personnes relevant de la compétence du Haut-Commissaire est d'importance critique au niveau du pays, de la région et du siège. Le HCR doit continuer à renforcer sa capacité organisationnelle en appliquant une politique des ressources humaines qui soit très efficace dans les situations d'urgence. Les États-Unis sont satisfaits que le HCR renforce ses capacités internes, notamment en investissant dans son personnel et en mettant au point des systèmes plus efficaces. À mesure que de nouvelles possibilités se présentent, notamment dans les relations avec les spécialistes du développement et les autres acteurs non habituels, le HCR doit continuer à privilégier la protection et la capacité de répondre aux situations d'urgence. Quand une nouvelle urgence apparaît, il faut chercher d'emblée les solutions, même si elles semblent difficiles à appliquer.

62. En 2016, on célèbre le soixante-cinquième anniversaire de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés. La Convention de 1951 et son Protocole de 1967 sont plus pertinents que jamais; le monde ne doit pas fermer les yeux sur les besoins de ceux qui sont dans la détresse.

63. *M. Glossner (Allemagne), Vice-Président, prend la présidence.*

64. **M. Cerutti** (Suisse) dit que son pays souhaite souligner l'importance du respect de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967, ainsi que les instruments régionaux et le droit international coutumier. La Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants n'est que le point de départ de la recherche de solu-

tions. La Suisse suivra de près le développement de cadres d'intervention pilotes et demande instamment au HCR de sélectionner une variété de contextes, allant des situations prolongées de réfugiés à des situations mixtes et des situations comportant un mouvement de retour. La Suisse attend beaucoup du pacte mondial pour les réfugiés.

65. Comme les déplacés forcés se trouvent souvent dans une situation de vulnérabilité intolérable et que ces déplacés seront demain des réfugiés, il est indispensable de s'attaquer aux causes profondes du phénomène du déplacement et de prendre des mesures pour prévenir les déplacements successifs. Il accueille donc avec intérêt la démarche suivie par le HCR pour assurer une réponse collective plus ferme et plus prévisible et pour aider les États à mettre au point et appliquer une législation et une politique nationales appropriées reposant sur les normes internationales. Il est essentiel de prévenir le phénomène du déplacement; les déplacements forcés peuvent être réduits par un meilleur respect du droit international humanitaire, et notamment des principes relatifs à la conduite des hostilités, par toutes les parties au conflit armé. Les droits de l'homme des personnes déplacées doivent être défendus et doivent être mieux intégrés à la recherche de solutions, en particulier du fait que les violations des droits de l'homme sont souvent un indicateur d'instabilité potentielle. Il est donc essentiel de réaffirmer l'importance de la protection, pilier central de l'action du HCR.

66. Comme plus de la moitié des plus de 60 millions de personnes déplacées de force sont des enfants ou des jeunes, il est très important qu'ils participent à la prise de décisions. À ce sujet, il accueille avec satisfaction les initiatives prises par le HCR et l'organisation, aux côtés de la Commission des femmes pour les réfugiés, des Consultations mondiales des jeunes réfugiés. Le déplacement forcé est un problème qui appelle une action coordonnée de tous les acteurs humanitaires, du développement, des droits de l'homme et de la promotion de la paix. Une telle action doit viser les causes profondes et doit reposer sur le régime international de protection et satisfaire les aspirations des personnes concernées. De nouvelles initiatives qui encouragent les solutions locales et la participation des réfugiés, des personnes déplacées et des populations d'accueil à la planification et à la réalisation des engagements pris ont un grand potentiel.

67. **M. García Moritán** (Argentine), remarquant que l'adoption de la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants est un progrès important, dit que l'augmentation du nombre des personnes déplacées est une tendance alarmante, en particulier puisqu'en 2016 les rapatriés ont été très peu nombreux. Ce sont les pays en développement qui sont le plus touchés par les déplacements massifs de réfugiés et c'est le principe de la solidarité qui doit guider la recherche de solutions. En outre, le système international de protection des réfugiés souffre d'un grave manque de financement. L'adoption en 2018 d'un pacte mondial pour les réfugiés aiderait à mettre au point des conditions favorables à la poursuite des progrès accomplis.

68. L'Assemblée générale a reconnu la contribution des Casques blancs au cours des 20 dernières années. En mai 2016, ceux-ci se sont rendus au Liban pour apporter une aide à un camp de réfugiés en Syrie. L'Argentine a mis en place un programme de visas humanitaires qui facilite l'entrée en Argentine des personnes touchées par le conflit syrien. Elles reçoivent un permis de séjour et ont les mêmes droits civils que tous les autres habitants du pays, notamment l'accès à l'emploi et à l'éducation.

69. À moyen terme, on ne voit guère comment venir à bout de la guerre et de la violence. Pour cette raison, il est essentiel d'accroître la réponse humanitaire, en particulier en améliorant les conditions de vie dans les camps de réfugiés et en défendant les droits fondamentaux de leurs habitants. Il faut suivre une démarche fondée sur la défense des droits de l'homme, en particulier dans les groupes vulnérables que sont les femmes, les enfants, les personnes handicapées, les personnes âgées et les LGBTI. Enfin, une véritable volonté politique est nécessaire pour coopérer à la promotion de la paix et du développement durable afin d'éliminer les facteurs sous-jacents qui contribuent à l'augmentation du nombre des personnes qui doivent fuir leur foyer.

70. **M. Ruiz Blanco** (Colombie) dit qu'en raison du conflit armé interne qui sévit depuis 1985, la Colombie compte 6,9 millions de personnes déplacées. Tenter de répondre aux besoins d'une population aussi vaste est une tâche énorme, mais des mesures sont prises pour améliorer leur situation et leur qualité de vie. Depuis l'adoption en 2011 de la loi sur les victimes, son gouvernement a amorcé une transition, passant de l'assistance à l'inclusion sociale.



71. Plus de 600 000 victimes ont obtenu des réparations, mais cela n'est qu'une fraction du total. La coopération internationale a apporté un soutien considérable et le HCR a été un partenaire essentiel par la mise en œuvre de plans pluriannuels. La Colombie est également à la recherche de solutions durables rendant aux déplacés leur dignité en leur offrant un accès aux services tels que le logement, les soins, et l'éducation. Durant sa visite en Colombie en juillet 2016, le Haut-Commissaire a pu se rendre compte que de telles solutions appelaient une coordination entre diverses entités nationales, un encadrement de la part des autorités locales, la participation des victimes et une coopération internationale.

72. **M. Saikal** (Afghanistan) dit que son pays est l'un de ceux qui ont vu partir les plus grands nombres de réfugiés dans le monde au cours des 40 dernières années d'instabilité politique. On peut distinguer quatre catégories de nationaux afghans concernés par la crise des réfugiés. D'abord, il y a ceux qui sont arrivés récemment en Europe ou tentent d'entrer dans un pays européen, légalement ou illégalement, et qui ont quitté l'Afghanistan en raison du terrorisme, de l'extrémisme et des conflits par adversaires interposés. Ils ont pris de grands risques pour quitter leur pays et sont souvent exploités par les trafiquants. Leur fermer la porte serait une violation de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, et cela ne pourrait qu'alimenter la haine et en fin de compte la radicalisation parmi les jeunes privés de leurs droits civiques. Deuxièmement, il y a ceux qui ont souhaité quitter l'Afghanistan en raison de préoccupations de sécurité ou d'une pauvreté endémique, d'un chômage massif, et s'efforcent de parvenir à leurs fins.

73. Troisièmement, il y a les réfugiés qui vivent depuis longtemps dans les pays voisins, au Pakistan ou en Iran, et ont besoin de pouvoir bénéficier d'un rapatriement volontaire, progressif et digne. Quatrièmement, il y a les membres de la diaspora afghane qui se sont installés dans les pays d'accueil, en particulier en Occident, et craignent des représailles après les attentats terroristes qui se produisent dans le monde. Quand un attentat terroriste se produit, les membres de la diaspora sont souvent exposés à des représailles de groupes d'extrême droite ou islamophobes. La discrimination reposant sur la religion ou la race est un fléau mondial, et chacun doit lutter contre les stéréotypes frappant les populations afghanes et encourager un dialogue interconfessionnel et interculturel.

74. **M. Gotyaev** (Fédération de Russie) est convaincu que pour résoudre les problèmes qui se posent aux réfugiés, il est essentiel avant tout de prévenir et résoudre les conflits, de coordonner l'action de la communauté internationale et de s'assurer que l'assistance humanitaire et la promotion du développement se renforcent mutuellement. La forte augmentation récente du nombre des personnes déplacées est due surtout à l'intervention irresponsable dans les affaires intérieures d'États souverains dans le but de déstabiliser ces pays et de susciter un changement de leur régime politique. Les États qui ont contribué à ces crises doivent assumer la responsabilité de leurs conséquences, y compris les migrations.

75. Son pays a accueilli un grand nombre de réfugiés et de personnes déplacées, le deuxième au monde, et est donc très expérimenté s'agissant de les accueillir et de les intégrer. Il améliore progressivement sa législation sur les migrations et élabore un système complet d'asile pour les étrangers et les apatrides, notamment par un projet de loi tendant à optimiser le calendrier et les procédures d'asile. À ce jour, la Fédération de Russie a accueilli 1 million de citoyens ukrainiens qui ont fui l'Ukraine après le début de la guerre civile, dont plus de 400 000 ont acquis le statut de réfugié ou bénéficient d'un asile temporaire. Son gouvernement a aussi l'intention de continuer à accueillir des Syriens et des Afghans demandeurs d'asile étant donné la situation au Moyen-Orient et en Orient. La Fédération de Russie accorde une attention particulière à l'équipement social destiné aux personnes déplacées et à leur intégration dans la société.

76. Il salue le rôle du HCR dans l'amélioration de la protection des réfugiés, des personnes déplacées et des apatrides. La Fédération de Russie continuera à offrir au HCR son soutien sans réserve, en particulier dans le contexte de l'actuel afflux de migrants. Il est indispensable cependant d'augmenter la coopération au niveau international. À ce sujet, il se réjouit du rôle moteur confié au HCR dans la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants. Il engage instamment le HCR à n'agir qu'avec le consentement des pays d'accueil et dans l'esprit des principes de neutralité, d'humanité, d'indépendance et d'impartialité pour encourager l'adoption d'une attitude responsable à l'égard de l'institution de l'asile et de remplir son mandat de façon dépolitisée.

77. **M. Almabruk** (Libye) dit que son pays continue d'accueillir un grand nombre de migrants et de leur

offrir un emploi, mais que le transit massif par le territoire libyen de migrants en situation irrégulière en route vers l'Europe et les activités des trafiquants et des passeurs ont aggravé l'instabilité dans le pays et posent à son gouvernement des problèmes sociaux et économiques de plus en plus graves.

78. Malgré ses maigres ressources, son gouvernement s'efforce de défendre les droits des migrants et il travaille avec l'OIM afin de faciliter le rapatriement volontaire des migrants en situation irrégulière. La Libye travaille aussi étroitement avec l'Union européenne pour lutter contre les migrations illégales et sauver des vies en Méditerranée. Mais il est clair que si on se borne à la sécurité des migrants en situation régulière, on ne parviendra pas à étancher le flux migratoire. Au contraire, il faut mettre en œuvre des stratégies de développement pour lutter contre la pauvreté et réduire le chômage dans les pays d'origine des migrants. La communauté internationale doit redoubler d'efforts pour s'attaquer aux causes profondes de toutes les formes de déplacement, et notamment lutter contre le conflit armé, la pauvreté, la faim et le chômage. À cet égard, il affirme qu'il importe d'appliquer le plan d'action arrêté en novembre 2015 au Sommet de La Valette sur la migration qui, notamment, a créé un fonds spécial d'urgence pour lutter contre les causes profondes de la déstabilisation, du déplacement forcé des populations et de la migration irrégulière en Afrique.

79. Il engage tous les États à redoubler d'efforts pour défendre les droits de l'homme des réfugiés et des migrants et lutter contre la discrimination, l'ostracisme et la haine. Il engage instamment la communauté internationale à faciliter le retour des migrants dans leur pays, dont la Libye est convaincue que c'est la solution la plus appropriée à la crise migratoire.

80. **M. Duarte** (Brésil) dit que le Haut-Commissaire a à bon droit rappelé le principe du non-refoulement; son pays convient que le non-respect des principes internationaux de protection a amené à mal gérer les migrations à grande échelle. Cette tâche doit être partagée par une augmentation de l'aide apportée aux pays en développement qui accueillent des réfugiés et par des mesures novatrices pour élargir les filières d'admission.

81. Le Brésil fait sa part de cette tâche en apportant un accès universel à l'emploi, à l'éducation publique et aux soins de santé au profit des réfugiés avant même

que leur statut soit reconnu. Le nombre de demandes d'asile reçues par son gouvernement a augmenté de façon spectaculaire au cours des cinq dernières années et la population de réfugiés devrait augmenter de près de 60 % d'ici à la fin de 2017. Pour résoudre les problèmes des migrations et des réfugiés, le Brésil a adopté des mesures novatrices comme l'octroi de visas humanitaires aux Syriens touchés par le conflit dans leur pays et aux Haïtiens déplacés par le séisme de 2010.

82. En 2014, les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont adopté la Déclaration et le Plan d'action du Brésil qui couvrent les situations qui ne sont pas traitées par la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, notamment les déplacements causés par les catastrophes naturelles et par la criminalité organisée. Le Brésil a accru sa collaboration avec le HCR, qui a ouvert un second bureau à São Paulo pour faire face au nombre grandissant de réfugiés arrivés au Brésil.

83. **M. Amolo** (Kenya) dit que l'Afrique subsaharienne, qui accueille la majorité des réfugiés, continue à en subir les conséquences socioéconomiques, alors que s'estompe l'espoir d'un règlement politique. Comme le Haut-Commissaire l'a rappelé dans son rapport, la réponse à la crise du déplacement de population a été décevante, certains pays fermant leurs frontières, érigeant des barrières et adoptant une législation restrictive pour dissuader les candidats au départ, notamment en criminalisant l'entrée dans leur territoire ou par la détention et la saisie des avoirs des réfugiés. Il est clair que le cadre conçu pour répondre à la crise des réfugiés est inefficace. Il faut regarder la réalité en face : c'est la crainte, la discrimination et le rejet de personnes qui au contraire ont besoin de compassion, de protection et d'assistance.

84. Dès l'accès à l'indépendance, le Kenya a commencé à accueillir des réfugiés et des personnes déplacées venant surtout de Somalie. L'absence de soutien de la communauté internationale a laissé le Kenya aux prises avec le camp de réfugiés le plus vaste au monde, le complexe de Dadaab. Les attentats terroristes qui ont eu lieu à Westgate (Nairobi) et à l'Université de Garissa ont été planifiés et exécutés à partir de ce complexe, posant un problème légitime de sécurité qui appelle une réaction. Néanmoins, le Kenya a continué sa généreuse politique d'admission des réfugiés et il continuera à assurer leur protection en appliquant les dispositions de la Convention de 1951 et de son Protocole de 1967, la Convention de l'Union africaine régissant certains aspects des problèmes des réfugiés en Afrique, et

la loi kenyane sur les réfugiés de 2006. Le Kenya est satisfait de voir que le Gouvernement somalien s'est dit disposé à accueillir ses propres nationaux dans le cadre d'un accord tripartite conclu par le Kenya, la Somalie et le HCR, et la présence de la Mission d'observation militaire de l'Union africaine en Somalie continue à garantir la sécurité des rapatriés.

85. *M<sup>me</sup> Mejía Vélez (Colombie) reprend la présidence.*

86. **M. Qassem Agha** (République arabe syrienne) dit que la crise des réfugiés montre une fois de plus que les gouvernements exploitent les souffrances du peuple syrien. Ces mêmes gouvernements ont utilisé la crise humanitaire en Syrie comme arme politique pour tenter de renverser le régime syrien et de transformer la Syrie en un État failli afin d'y répandre le chaos. Le fondateur de Wikileaks a affirmé dans une interview avec le Press Project que l'exode massif de réfugiés syriens fait partie d'une stratégie des États-Unis d'Amérique contre le Gouvernement syrien, car vider le pays de ses habitants, en particulier ceux qui sont instruits, le mènera à la destruction. La politique européenne de la « porte ouverte » revient donc à soutenir la politique suivie par les États-Unis.

87. Chacun a pu voir comment la Turquie avait utilisé les réfugiés syriens comme prétexte pour faire pression sur les États membres de l'Union européenne pour accélérer son accession à l'Union européenne tout en violant les droits fondamentaux des réfugiés, en particulier des enfants dans les camps turcs. Des centaines de milliers d'enfants syriens de moins de 7 ans sont privés d'éducation en Turquie et travaillent jusqu'à 12 heures par jour pour un salaire de misère, fabriquant des vêtements pour les marques européennes. Les rapports de l'Union européenne montrent que 20 % seulement de tous les réfugiés en Europe sont originaires de Syrie. Il se demande bien pourquoi, à la réunion au Sommet des dirigeants sur la crise mondiale des réfugiés, en septembre 2016, le représentant de l'Arabie saoudite a dit que son pays accueillait 2,5 millions de réfugiés syriens, alors que le tableau 1 du rapport du Haut-Commissaire (A/71/12) indique qu'il n'y a que 118 réfugiés en Arabie saoudite et 120 au Qatar.

88. Certains États prétendent prendre soin des réfugiés tout en les desservant activement par l'aide qu'ils apportent aux terroristes. Depuis le début de la crise des réfugiés, certains États ont mobilisé des bandes de pirates, muré leurs frontières pour empêcher les réfu-

giés d'entrer sur leur territoire et soumis les réfugiés à des mauvais traitements.

89. Il y a pourtant une réponse facile aux questions de savoir comment s'assurer que les Syriens, en plus grand nombre, ne quittent pas leur foyer et comment aider les réfugiés à rentrer. Le terrorisme contre le peuple syrien doit être éliminé et les résolutions 2170 (2014), 2178 (2014) et 2199 (2015) du Conseil de sécurité devraient être appliquées. En outre, les mesures unilatérales prises par certains gouvernements contre le peuple syrien, qui ont paralysé l'économie, détruit l'infrastructure, obligé des centaines d'usines à fermer leurs portes et augmenté le chômage, doivent être abandonnées.

90. **M<sup>me</sup> Bardaoui** (Tunisie) dit que son pays approuve l'appel lancé par le Haut-Commissaire pour une augmentation du soutien apporté aux pays d'accueil, notamment de soutien financier, et elle se réjouit de l'adoption de la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants qui a à bon droit appelé l'attention sur l'importance d'une stratégie internationale pour faire face au problème des réfugiés et des migrants. À ce sujet, la Tunisie tient à rappeler le sort des réfugiés palestiniens, affirmant une fois de plus leur droit au retour et la nécessité d'une solution juste et durable à ce problème.

91. La Tunisie est l'un des pays d'accueil qui ont gardé leurs frontières ouvertes et elle a montré une générosité remarquable envers ceux qui étaient dans le besoin. Une telle générosité a des conséquences politiques et socioéconomiques, mais cela n'empêchera nullement la Tunisie de continuer à fournir des secours. En mai 2015, la Tunisie a activement participé au Sommet mondial sur l'action humanitaire, elle appelle la communauté internationale à honorer les engagements pris à cette occasion de constituer des partenariats solides afin d'anticiper et de satisfaire les besoins de toutes les personnes cherchant une assistance humanitaire, en particulier les migrants et les réfugiés.

92. La Tunisie est à la fois un pays d'accueil, un pays d'origine et un pays de transit et elle rédige actuellement une stratégie nationale pour gérer la migration interne. Le Gouvernement tunisien a modifié la législation relative à la migration interne concernant le droit au travail et le droit de résidence conformément aux instruments internationaux ratifiés par la Tunisie; elle a également amendé la législation relative aux étudiants étrangers pour les aider à trouver un emploi et des

stages en Tunisie. Une protection est accordée aux migrants les plus vulnérables que sont notamment les enfants, les femmes et les personnes ayant des besoins spécifiques, et une base de données nationale sur le marché de l'emploi des étrangers a été créée. En outre, une formation appropriée a été dispensée aux cadres impliqués dans les questions relatives à la gestion des réfugiés et des migrants.

93. **M. al-Banwan** (Koweït) est très préoccupé par l'augmentation rapide du nombre de réfugiés et de personnes déplacées dans beaucoup de parties du monde. Pour réduire nettement les flux migratoires, il est indispensable que la communauté internationale et les organisations internationales spécialisées prêtent une attention plus grande à la solution des conflits existants, empêchent de nouveaux conflits d'éclater, améliorent les conditions de vie dans les pays en développement et s'occupent de l'impact des catastrophes naturelles et du changement climatique. À ce sujet, le Koweït est très satisfait des engagements pris dans la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants.

94. La crise en Syrie est l'un des plus graves problèmes auxquels fait face la communauté internationale. Plus de 130 000 Syriens cherchent un refuge dans son pays – soit l'équivalent de 10 % du nombre de citoyens koweïtiens. Au cours des cinq dernières années, le Koweït a accueilli trois conférences internationales de donateurs pour soutenir les efforts humanitaires menés en Syrie, au cours desquelles les États ont annoncé des contributions dépassant 7 milliards de dollars d'aide; il note avec satisfaction que les États donateurs ont honoré plus de 90 % des engagements financiers pris lors de ces conférences. Le Koweït a également accueilli avec d'autres, à Londres en février 2016, la Conférence intitulée « Aider le peuple syrien et les pays hôtes de la région ». Son pays a de plus fourni plus de 2 milliards de dollars au cours des cinq dernières années pour aider les réfugiés et les personnes déplacées dans le monde; il a notamment financé des opérations éducatives et sanitaires pour les personnes déplacées en Syrie et pour les réfugiés syriens qui ont fui leur pays. Le Koweït a annoncé une contribution de 176 millions de dollars de plus pour soutenir des projets éducatifs, sanitaires et de développement à l'intention des réfugiés et déplacés irakiens, qui sont coordonnés par les organismes humanitaires des Nations Unies et par les institutions charitables koweïtiennes. Le Koweït fournit aussi un soutien financier à des projets éducatifs

gérés par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA).

95. **M<sup>me</sup> Burapachaisri** (Thaïlande) dit que l'actuelle crise appelle une réponse mondiale selon le principe d'un partage international équitable du fardeau. Les pays d'accueil, dont 85 % comptent parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, doivent recevoir des fonds supplémentaires pour leur permettre d'assurer une protection et une assistance adéquates aux réfugiés. Il est indispensable de distinguer les personnes ayant d'authentiques besoins de protection des migrants économiques et de fournir une aide au développement aux pays d'accueil ainsi qu'aux pays d'origine, seul moyen de s'attaquer aux causes profondes du déplacement et de parvenir à des solutions durables à long terme.

96. Les perspectives de rapatriement des réfugiés, dans le monde, sont assez sombres, mais son pays a travaillé avec les autorités du Myanmar pour préparer le rapatriement volontaire des personnes déplacées venues du Myanmar. Il y a une semaine, un premier groupe est rentré au Myanmar grâce à la coopération du gouvernement de ce pays et au soutien du HCR et de l'OIM. La Thaïlande espère que ce résultat ouvrira la voie à toutes les personnes déplacées souhaitant rentrer de façon sûre, volontaire et durable. La Thaïlande travaille aussi avec le HCR pour délivrer des extraits de naissance à tous les enfants déplacés originaires du Myanmar qui se trouvent encore temporairement dans des abris en Thaïlande, de façon que ces enfants ne soient pas apatrides.

97. La Thaïlande applique une loi sur la prévention et la suppression de la torture et des disparitions forcées, en vue de renforcer l'application du principe du non-refoulement. S'efforçant de prévenir et de mettre un terme à l'état d'apatridie, la Thaïlande a accordé la nationalité thaïe à plus de 18 000 apatrides au cours des trois dernières années. Elle a également amélioré les mesures prises pour faciliter les demandes de nationalité thaïe aux étudiants apatrides dans les régions reculées de la Thaïlande. La Thaïlande espère aussi travailler avec le HCR pour rédiger le pacte mondial pour les réfugiés.

98. **M<sup>me</sup> Agladze** (Géorgie) dit qu'il faut remédier aux conséquences du déplacement forcé dans un contexte humanitaire et s'attaquer aux causes profondes du phénomène du déplacement, et prévenir une escalade

des conflits. Au cours des 20 dernières années, son pays a supporté le fardeau du déplacement forcé en raison de l'occupation de 20 % de son territoire et de l'effet de plusieurs vagues de nettoyage ethnique mené par la Puissance occupante. Des centaines de milliers de réfugiés et de déplacés géorgiens ont été empêchés de regagner leur foyer malgré les appels de la communauté internationale en faveur de leur retour, et la Géorgie se trouve aux prises avec une menace imminente d'une autre vague de déplacement forcé en raison des incidents alarmants ayant lieu actuellement dans les régions occupées de l'Abkhazie et de la région de Tskhinvali. Ces faits nouveaux comprennent des mesures discriminatoires telles que des restrictions à l'enseignement en géorgien et l'installation de barrières de fil de fer barbelé et autres obstacles artificiels le long de la ligne d'occupation.

99. La Géorgie est reconnaissante au HCR de son soutien constant dans l'élaboration de politiques sur la population déplacée et dans la solution des problèmes existant dans les territoires occupés. Le HCR a mené en août 2016 une mission d'évaluation dans la région occupée de Tskhinvali en coopération avec son gouvernement. La visite a revêtu une importance particulière étant donné la persistance de la violence ethnique contre la population locale et qu'il n'y a pas de présence internationale sur le terrain. En 2015, le HCR a mené une enquête qui a conclu que la grande majorité des personnes déplacées géorgiennes étaient disposées à regagner volontairement leur foyer. Malheureusement, leur droit au retour reste bafoué et leurs besoins humanitaires continuent à être instrumentalisés à des fins politiques par la Fédération de Russie. Étant donné les niveaux sans précédent de déplacements forcés, il est essentiel que le personnel du HCR ait un accès libre aux territoires et aux populations affectés par le conflit.

*La séance est levée à 18 heures.*